



Châtiment collectif

18 langues

Article Discussion

Lire Modifier Modifier le code Voir l'historique

Un **châtiment collectif** est un **châtiment** (ou une sanction) imposé à un groupe de personnes pour des actes qui auraient été commis par un membre de ce groupe, rattaché en fonction des liens ethniques, politiques, familiaux, amicaux ou de voisinage. Comme cette pratique vise des individus qui ne sont pas responsables des infractions d'un tiers, les châtiments collectifs sont incompatibles avec le principe essentiel de responsabilité individuelle. Le groupe puni n'a souvent pas d'autre lien avec le délinquant qu'une proximité géographique et il ne peut exercer aucun contrôle des actes du délinquant. Les châtiments collectifs sont interdits par des **traités**, dans le cadre de **conflits armés** tant internationaux que non internationaux, notamment par l'article 33 de la **quatrième convention de Genève** et par l'article 6 du **Protocole II**^{1,2}.

L'histoire montre que les châtiments collectifs ont provoqué des atrocités. Certaines **puissances occupantes** ont recouru à des châtiments collectifs contre les **mouvements de résistance**. Dans certains cas, des villes et villages entiers, soupçonnés d'avoir hébergé ou aidé des partisans, ont été rayés de la carte. Les puissances occupantes ont prétendu qu'un châtiment collectif est nécessaire comme mesure dissuasive. Néanmoins, ces actes de **représailles** sont interdits par les **lois de la guerre**.

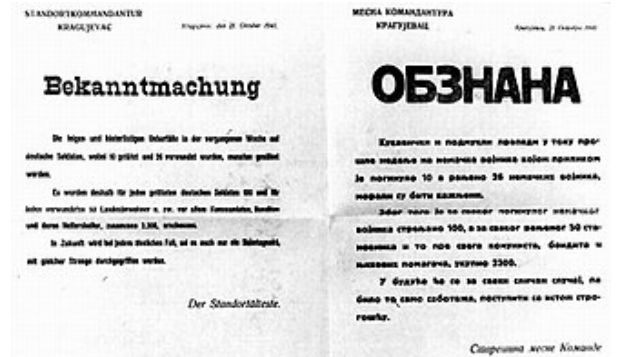
Sources de droit [modifier | modifier le code]

Conventions de La Haye [modifier | modifier le code]

La **première conférence de La Haye** est souvent citée pour tracer les limites et les droits des occupants envers les biens locaux (sous occupation).

« Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables³. »

Châtiment collectif

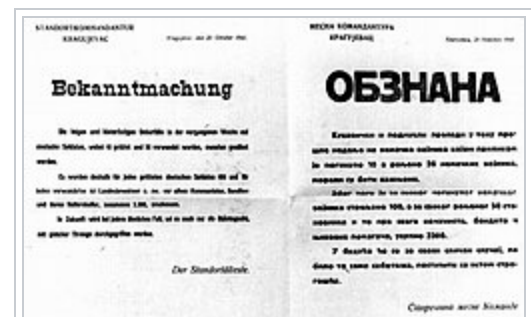


Présentation

Type

Châtiment, sanction

modifier - modifier le code - modifier Wikidata



1941 : le **Troisième Reich** annonce avoir tué 1 200 civils lors du **massacre de Kragujevac**, qui constitue des représailles à la mort de 10 soldats allemands aux mains des **partisans**, en **Serbie occupée**.

Les biens privés sont protégés des actes de l'armée occupante, néanmoins une exception permet [l'appropriation](#) à des fins d'exploitation militaire mais les biens privés « devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix^{4,5} ».

Conventions de Genève [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

D'après [Médecins sans frontières](#), « Le droit international indique que nul ne peut être puni pour des actes qu'il n'a pas commis. Il établit que la punition collective d'un groupe de personnes pour un crime commis par un individu est interdite...C'est l'une des garanties fondamentales établies par les Conventions de Genève et leurs protocoles. Cette garantie s'applique non seulement aux [personnes protégées](#) mais à tous les individus, quel que soit le statut, ou la catégorie à laquelle il appartient... »⁶.

Dans la [quatrième Convention de Genève](#), les « personnes protégées » sont la population d'un territoire [occupé](#) dans le cadre d'une guerre : « les personnes qui, à un moment quelconque et de quelque manière que ce soit, se trouvent, en cas de conflit ou d'occupation, au pouvoir d'une Partie au conflit ou d'une Puissance occupante dont elles ne sont pas ressortissantes⁷ ». Sous le titre III (« Statut et traitement des personnes protégées »), l'article 33 interdit les peines collectives contre la population des territoires occupés :

« Aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement. Les peines collectives, de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites.

Le pillage est interdit.

Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites⁸. »

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En France, le principe d'[individualisation des peines](#) s'oppose aux châtiments collectifs. Le [Conseil constitutionnel](#), dans sa décision n^o 2005-520 DC, considère que ce principe découle de l'article 8 de la [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#). Ce principe général s'applique également aux punitions décidées dans les établissements d'enseignement, comme le rappelle la circulaire ministérielle 2014-059 du 27-5-2014, NOR MENE1406107C⁹.

Enjeux [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Responsabilité collective [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article connexe : [Responsabilité collective](#).

Les systèmes juridiques modernes circonscrivent en général la responsabilité délictuelle aux individus. Le *ius commune* à [Florence](#) à la fin du [Moyen Âge](#) établit clairement la responsabilité individuelle. À quelques exceptions près (comme la trahison), nul individu ne peut être poursuivi pour une infraction dont ils n'avait pas connaissance, même si l'auteur est membre de sa famille. Pour préserver l'effet correcteur de la [loi](#)

[Lombardie](#) sur la [faide](#), une exception est prévue : elle reconnaît la responsabilité collective en cas de [letta](#) ; le cas échant, le père, le fils et tout homme de leur maison sont tous tenus pour responsables¹⁰.

Les philosophes modernes s'appuient en général sur le concept d'[intention](#) pour établir la [responsabilité morale](#) individuelle. Cette [approche kantienne](#) [\(en\)](#) n'est pas le seul moyen d'établir des responsabilités¹¹.

Le philosophe Kenneth Shockley propose de se pencher sur les infractions du groupe et les châtiments qui apporteraient un changement. Les sanctions envers un groupe peut consister à son démantèlement partiel ou total, à l'affaiblissement des liens entre ses membres ou en déconstruisant certaines de ses normes. D'après [Neta Crawford](#) [\(en\)](#), les groupes peuvent évoluer et ils peuvent aussi formuler des excuses et chercher à réparer leurs erreurs¹¹. Auquel cas, un groupe est tenu pour responsable s'il organise ou encourage des comportements néfastes. Shockley y voit le « contrôle de coordination » exercé par le groupe sur ses membres¹¹.

Dissuasion [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La responsabilité collective est parfois utilisée comme stratégie de dissuasion afin d'inciter le groupe à surveiller les activités de ses membres¹². Ce format de « dissuasion indirecte » ou de « dissuasion par délégation » vise typiquement des personnalités exerçant de hautes fonctions ou celles qui sont en position de surveiller et contrôler autrui.

Dans le cadre d'une occupation militaire, une doctrine de dissuasion peut paraître intéressante car punir des innocents constitue une stratégie peu coûteuse¹³.

Types [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Punition familiale [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le châtiment familial est un type de punition collective basée sur les liens du sang. Historiquement, cette sanction a principalement eu lieu dans le cadre de crimes politiques.

Dans la [Grèce antique](#), le châtiment collectif sous forme de punition familiale était corrélé à l'idée de souillure rituelle qui contaminait le groupe entier si un membre commettait une infraction. Ainsi, les [Alcméonides](#) ont subi une sanction collective à cause de leur rôle dans la conspiration de [Cylon](#)¹².

Sous la [dynastie Qin](#) en [Chine](#) (221-207 avant notre ère), l'empereur [Qin Shi Huang](#) assoit son règne en appliquant des règles strictes par lesquelles les crimes les plus graves, comme la [trahison](#), sont passibles d'une rétorsion appelée « [neuf exterminations familiales](#) [\(en\)](#) », qui consiste à exécuter non seulement les criminels mais aussi leurs familles entières. Le processus d'extermination familiale est maintenu par les dynasties suivantes pour des crimes graves ; un nombre important de sentences est prononcé pendant la [dynastie Ming](#) (1368–1644), puis ce châtiment est abrogé officiellement par le gouvernement sous la [dynastie Qing](#) (1644–1912) en 1905. Sous la dynastie Ming, 16 femmes du palais [fomentent une rébellion et tentent d'assassiner](#) [\(en\)](#) l'empereur [Jiajing](#). Toutes sont condamnées à mort par [lingchi](#) ; dix membres de leurs familles sont décapités et vingt autres réduits en esclavages et offerts aux ministres¹⁴.

En **Allemagne nazie**, le principe de responsabilité familiale était appelé *Sippenhaft*. Il s'appliquait aux familles de personnes considérées comme racialement acceptables quand un membre était accusé d'agir contre l'État de diverses manières : désertion, lâcheté, trahison ou d'autres infractions mineures relatives à la désobéissance¹⁵.

Sanctions [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Amendes collectives [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La pratique d'une amende collective, comme le *wergeld*, peut inciter un groupe à identifier les auteurs d'une infraction, ce qu'ils n'auraient pas fait en l'absence de cette compensation¹³. **Richard Posner** et d'autres estiment que les amendes collectives sont la forme la plus efficace de châtiment collectif, au sens de dissuasion des comportements néfastes, si le montant est suffisamment élevé et si l'amende vise les personnes capables d'identifier les auteurs de l'infraction¹³.

Quand une amende collective est imposée à un groupe choisi parmi les élites, elle peut inciter les membres à chercher l'auteur de l'infraction ; toutefois, l'efficacité de cette mesure diminue en proportion de l'étendue du groupe et de sa richesse relative¹³.

Le système de **frankpledge** ([en](#)), en usage au xii^e siècle, était appliqué sur une vaste partie du royaume anglais. **Knut le Grand** organise les peuples anglais conquis en *Hundreds* et en *tithings*. Les spécialistes n'ont pas déterminé si la sécurité à l'époque de Knut reflétait une responsabilité individuelle ou collective, ou si le châtiment collectif était une particularité de la loi anglo-saxonne avant la **conquête normande** ; au xii^e siècle, le système de frankpledge applique un châtiment collectif à l'ensemble d'un *tithing*¹⁶. Au xiii^e siècle, le **Statut de Winchester** ([en](#)) (1285) dispose que « le *hundred* entier... sera responsable » de tout larçin.

Destruction de logements [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

D'après W. R. Connor, « l'importance de l'*oikos* dans la Grèce antique, une importance qui va bien au-delà du besoin d'un abri et du confort, est bien connu ». La destruction d'un logement est, par conséquent, « particulièrement frappante et porteuse d'un sens tant symbolique que pratique »¹⁷. La pratique du *kataskaphai* de logements est attestée par plusieurs sources antiques. D'après le récit de **Plutarque** sur le meurtre d'**Hésiode** (présent dans les *Œuvres morales*), le logement des assassins est rasé (*οἰκίαν κατέσκαψαν*). Quand les **corinthiens** tuent **Cypsélos**, ils « rasent les logements des tyrans et confisquent leurs biens » d'après **Nicolas de Damas**¹⁷.

Depuis 1967, de nombreuses démolitions de logements ont eu lieu en Israël. Elles s'appuient sur la Regulation 119(1) des **Defence (Emergency) Regulations** ([en](#)), loi d'urgence qui remonte à l'occupation britannique sous le **mandat pour la Palestine** ; l'État y voit la source de légitimité des démolitions menées par l'**Armée de défense d'Israël**. Dans le jugement *Alamarin c. Commandant de l'ADI dans la Bande de Gaza* ([en](#)), la **Cour suprême d'Israël** considère que la **démolition des propriétés palestiniennes** appartenant à des personnes qui ont commis des actes de violence peut avoir lieu au nom des Defence (Emergency)

Despulations, même si le bâtiment hébergeait d'autres habitants qui n'avaient aucun lien avec l'infraction¹⁸.
Parfois, les contre-arguments contre la validité de ces dispositions reposent d'une part sur le fait que ces réglementations auraient dû être révoquées en 1967 en tant qu'ancienne loi coloniale et, d'autre part, que ces destructions sont incompatibles avec le respect des traités modernes qui incombe à l'État d'Israël⁶.

Viols [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Articles connexes : [Crimes de guerre de l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale](#) et [Viol de guerre](#).

Certains experts estiment que les [viols commis contre les femmes allemandes](#) commis par l'[Armée rouge](#) à mesure de son avancée en Allemagne correspondent à une forme de châtiment collectif. En France, les femmes ayant collaboré avec le [régime de Vichy](#) sont aussi la cible de châtiments collectifs : des gens les ont photographiées, nues et emmenées publiquement dans les rues. Une prostituée accusée d'avoir offert ses services à des Allemands est tuée à coups de pied¹⁹.

Après le [meurtre de trois adolescents israéliens en juin 2014](#) près de la colonie d'[Alon Shvut](#), le professeur Mordechai Kedar déclare : « la seule chose qui puisse dissuader les terroristes, comme ceux qui ont enlevé les enfants et les ont assassinés, est la certitude que leurs sœurs ou leurs mères subiront un viol. Cette idée semble terrible mais nous sommes au [Proche-Orient](#) »²⁰.

Dans le [conflit du Cachemire](#), les femmes sont souvent visées « pour punir et humilier la communauté entière ». Même dans des cas très médiatisés, comme [les viols de masse à Kunan Poshpora](#) (en), les criminels n'ont pas été inquiétés²¹.

Histoire [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

xviii^e siècle [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Les [lois intolérables](#) ont été vues comme un châtiment collectif du [Massachusetts](#) en rétorsion à la [Boston Tea Party](#).

xix^e siècle [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Pendant la [guerre de Sécession](#), le principe de châtiment collectif est avancé par le général unioniste [William Tecumseh Sherman](#) dans son [Ordre spécial numéro 120](#) (en), daté du 9 novembre 1864, où il annonce les dispositions de sa [marche vers la mer](#) : « Seuls les commandants de corps d'armée ont le pouvoir de détruire les moulins, les maisons, les filatures de coton, etc., et c'est pour eux que ce principe général est établi : dans les districts et les quartiers où l'armée n'est pas maltraitée, aucune destruction de ces biens ne devrait être autorisée ; mais si des guérilleros ou des pirates de la brousse entravent notre marche, ou si les habitants brûlent des ponts, obstruent des routes ou manifestent autrement une hostilité locale, les commandants de l'armée devraient ordonner et appliquer une destruction plus ou moins implacable selon la mesure de cette hostilité »²².

Les Britanniques (dans la [seconde guerre des Boers](#)) et les Allemands (dans la [guerre franco-allemande de 1870-1871](#)) justifient les châtiments collectifs en déclarant qu'ils correspondent au droit de la guerre en vigueur à l'époque²³.

xx^e siècle [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Première Guerre mondiale [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue ! [Comment faire ?](#)

Guerres coloniales [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Lors de la [grande révolte arabe \(1936-1939\)](#) en [Palestine](#), l'armée et l'administration britanniques ont essentiellement recours à des punitions collectives : corvées, amendes, fouilles générales, destructions de maisons, de biens ou de troupeaux, couvre-feux, etc. dans ce que Charles Anderson a appelé la « destruction de la vie quotidienne »²⁴.

Seconde Guerre mondiale [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Par l'Allemagne [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article connexe : [Sippenhaft#Pratiques nazies](#).

Sous l'[occupation de la Pologne](#), le [Troisième Reich](#) applique une doctrine de responsabilité collective : tout secours offert à une personne de confession ou d'origine juive **est punie de mort, non seulement contre les sauveteurs eux-mêmes mais aussi contre leurs familles** (en)^{25,26,27}. Les Allemands prennent soin de médiatiser largement cette politique^{28,29}. À la même époque, pour chaque Allemand tué par un Polonais, entre 100 et 400 Polonais sont fusillés en [représailles](#)³⁰. Les communautés sont tenues pour responsables, à titre collectif, des contre-attaques polonaises contre l'envahisseur allemand. Pendant que la [Wehrmacht](#) avance en Pologne, en septembre 1939 et par la suite, des [rafles](#) (*łapanka*) d'[otages](#) suivies d'exécutions de masse ont lieu chaque jour³¹. Sous l'occupation nazie, la Pologne a perdu plus de cinq millions de ses habitants, principalement [des civils](#)³².

Sur le territoire de [Yougoslavie](#) qui, aujourd'hui, correspond à la [Serbie](#), les soldats nazis procèdent au [massacre de 434 hommes près de Kragujevac](#) le 19 octobre 1941 en punition d'actes menés par le mouvement de résistance serbe. Les deux journées suivantes, les nazis assassinent également plus de

Annonce de l'exécution de cent otages polonais [raflés](#), à titre de vengeance après l'assassinat de cinq policiers allemands et d'un membre de la [Schutzstaffel](#) par l'[Armia Krajowa](#) en Pologne occupée. Varsovie, 2 octobre 1943.

12 000 personnes à [Kraljevo](#), Kragujevac et Sumarice, y compris 300 lycéens de Kragujevac. En 1942, les [Germains](#) [détruisent le village de Lidice](#) (en [Tchécoslovaquie](#), aujourd'hui en [Tchéquie](#)), tuant plus de 340 habitants en représailles à l'assassinat de [Reinhard Heydrich](#) par des commandos du voisinage (le village de [Ležáky](#) est également détruit dans la foulée). En 1944, les [Waffen-SS massacrent la totalité des habitants \(hommes, femmes et enfants\) d'Oradour-sur-Glane](#) ; la même année, 335 Italiens sont victimes du [massacre des fosses Ardéatines](#)³³. Aux villages italiens de [Sant'Anna di Stazzema](#)³⁴ et de [Marzabotto](#)³⁵, ont lieu des massacres à grande échelle, commis par les nazis. Lors du [massacre de Borovë](#), en [Albanie](#), les Allemands tuent 107 civils en représailles contre une attaque des résistants contre une colonne allemande.

Contre l'Allemagne [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article connexe : [Crimes de guerre des Alliés](#).

L'[expulsion de populations germanophones après la Seconde Guerre mondiale](#) depuis les territoires de l'[URSS](#), de la Pologne et de la Tchécoslovaquie représente un exemple de châtime^{nt} collectif de grande ampleur. Le but était de punir les Allemands^{36, 37, 38}. Les [Alliés](#) tiennent les Allemands pour [responsables, collectivement](#), des crimes de guerre nazis^{39, 40, 41, 42}. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'idée de la [culpabilité collective des Allemands](#) et de leur châtime^{nt} collectif ne provient pas des peuples américain et britannique mais de responsables politiques de haut niveau⁴³. Ce n'est qu'à un stade avancé de la guerre que le public américain prête au peuple allemand une culpabilité collective⁴³.

Union soviétique [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La politique de [Joseph Staline](#) consistant à [procéder à la déportation massive](#) de nombreuses nationalités aux confins de l'[URSS](#) (y compris des [Tché^tchènes](#)⁴⁴, des [Tatars de Crimée](#)⁴⁵, des [Allemands de la Volga](#) et de nombreux autres) montrent un châtime^{nt} collectif officiellement mis en œuvre.

Staline se sert du retrait partiel de groupes ethniques potentiellement remuants tout au long de sa carrière : les [Polonais](#) (1939-1941 et 1944-1945), les [Roumains](#) (1941 et 194-1953), les [Estoniens](#), les [Lettons](#), les [Lit^uaniens](#) (1941 et 1945-1949), les Allemands de la Volga (1941), les Tché^tchènes et les [Ingouches](#) (1944). Peu auparavant, pendant la Seconde Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre, Staline entreprend une série de déportations à grande échelle qui modifie en profondeur la carte ethnique de l'[URSS](#)⁴⁶. Entre 1941 et 1949, les autorités soviétiques déportent, selon les estimations, près de 3,5 millions de personnes en [Sibérie](#) et dans les républiques d'[Asie centrale](#)⁴⁷.

Les déportations commencent avec Polonais de Biélorussie, d'Ukraine et de Russie européenne (voir : [Polonais en Union soviétique](#)) sur la période 1932-1936. Les [Koryo-saram](#) de l'[Extrême-Orient russe](#) sont déportés en 1937 (voir : [Déportation des Coréens en Union soviétique](#)). L'[invasion soviétique de la Pologne](#) (17 septembre 1939), coordonnée avec l'[invasion allemande](#) (1^{er} septembre 1939), marque le début de la [Seconde Guerre mondiale](#) ; après cette campagne, l'[URSS](#) annexe les secteurs orientaux (appelés « [Kresy](#) »⁴⁸) de la [deuxième république polonaise](#). Entre 1939 et 1941, le régime soviétique déporte plus d'1,45 million d'habitants depuis ce secteur, dont 63 % étaient polonais et 7 % Juifs⁴⁸. Des opérations similaires ont lieu dans les [États baltes](#)⁴⁹ : en 1940, ils sont incorporés dans l'[URSS](#)⁴⁹. Selon les estimations,

plus de 20 000 personnes ont été déportées depuis les États baltes entre 1940 et 1953 ; 10 % de l'ensemble de la population balte adulte est déportée ou envoyées dans des [camps de travail](#)^{50, 51} (voir : [déportation de juin](#), [opération Priboï](#) et [déportations soviétiques depuis l'Estonie](#)).

Guerre froide [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Azerbaïdjan [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 1990, lors du [Janvier Noir](#), l'[Armée rouge](#) procède au massacre de populations civiles en [République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan](#). Le rapport de [Human Rights Watch](#) intitulé *Black January in Azerbaijan* déclare : « En effet, la violence appliquée par l'Armée soviétique la nuit du 19 au 20 janvier était disproportionnée compte tenu de la résistance opposée par les Azerbaïdjanais, au point de constituer un châtiment collectif »⁵².

Royaume-Uni [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Lors de divers conflits armés où s'investit le [Royaume-Uni](#) dans les années 1950, le châtiment collectif est exercé comme tactique pour réprimer des insurrections, comme lors de l'[insurrection communiste malaise](#), la [révolte des Mau Mau](#) et l'[insurrection de Chypre](#). En 1951, le gouvernement britannique annonce un programme : les [non-combattants](#) surpris à soutenir l'[Armée de libération des peuples de Malaisie](#) seraient passibles de « châtiment collectif ». Pendant la révolte des Mau Mau, l'administration coloniale s'appuie aussi sur les châtiments collectifs comme tactique contre la [Kenya Land and Freedom Army \(en\)](#) tandis qu'à [Chypre](#), pendant la révolte, les autorités britanniques appliquent des expulsions de logement et des fermetures d'entreprises dans les régions où le personnel britannique a été assassiné, afin de recueillir des informations sur l'identité des criminels^{53, 54, 55}.

xxi^e siècle [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Afrique du Sud [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

L'[Afrique du Sud](#) a conservé une loi datant de l'[apartheid](#), relative au concept de [common purpose \(en\)](#), qui permet de punir les membres d'un groupe pour les crimes commis par d'autres membres du même groupe, même si les membres innocents n'ont pas participé activement à l'entreprise commune. En août 2012, cette loi attire l'attention du public quand 270 [mineurs](#) sont menacés de poursuites après leur participation à une manifestation. Au cours de cet évènement à la mine de [Marikana](#), [la police tire sur 34 mineurs](#). De nombreux mineurs étaient armés. Quand le parquet a annoncé qu'il poursuivrait les autres mineurs présents à la manifestation, le public a témoigné son indignation⁵⁶.

Corée du Nord [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En [Corée du Nord](#), les [prisonniers politiques](#) sont envoyés aux camps de concentration (*[Kwanliso](#)*) avec leurs familles sans bénéficier d'un [procès équitable](#)⁵⁷.

Israël [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le [Comité international de la Croix-Rouge](#), un rapport des Nations unies et d'autres organismes critiquent le [usage de la bande de Gaza](#) imposé depuis 2007, estimant qu'il s'agit d'un châtime^{58, 59, 60}nt collectif à l'encontre des Palestiniens^{58, 59, 60}.

Pakistan [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 20 mai 2000 l'[Armée pakistanaise](#) a entrepris un châtime⁶¹nt collectif contre le village de [Spinkai](#) ^(en), dans les [régions tribales](#). L'opération était appelée *zalzala*, expression arabe signifiant « tremblement de terre ». L'armée balaie la zone avec des mitrailleuses montées sur hélicoptères, de l'artillerie et des chars. Après quatre jours de combats, 25 insurgés et six soldats avaient péri. Les autres insurgés se sont retirés dans la vallée. L'armée capture le village et découvre des usines de bombes, des vestes équipées pour des attentats-suicides et des écoles pour candidats adolescents aux attentats à la bombe⁶¹. L'armée décide aussitôt de punir le village qui a hébergé des [Talibans](#) et permis aux insurgés d'agir dans et depuis le village pour mener des attaques terroristes au Pakistan. Des bulldozers et des experts en explosifs détruisent le marché de Spinkai. Les [stations-services](#), les magasins et même certains bâtiments de l'hôpital sont rasés. Les villageois ont interdiction de rentrer chez eux⁶².

Syrie [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Tout au long de la [guerre civile syrienne](#), le gouvernement syrien applique des châtime^{63, 64}nts collectifs pour réprimer les villes révoltées sur l'ensemble du pays ; des villes entières sont assiégées, bombardées voire détruites si elles se rangent du côté de l'opposition.

Lorsque le gouvernement reprend [Damas](#), après la [bataille de Damas](#) en 2012, il entreprend une campagne de châtime^{63, 64}nt collectif contre les banlieues [sunnites](#) qui avaient soutenu l'[Armée syrienne libre](#)^{63, 64}.

Dans les villes et quartiers ralliés à l'opposition du [gouvernorat d'Alep](#) et à [Alep](#), des rapports indiquent que le gouvernement syrien attaque des civils près de boulangerie, en utilisant des tirs d'artillerie et de roquettes ; les boulangeries font l'objet de [bombardements indiscriminés](#)^{65, 66}. Selon [Human Rights Watch](#), ces offensives sont des [crimes de guerre](#)⁶⁷.

Au nord-est du pays, dans la province d'Idlib, des villes entières sont bombardées si elles abritent des rebelles et des militants de l'opposition ; les principales victimes sont des civils et ces offensives entraînent aussi d'importantes pertes financières⁶⁸.

Notes et références [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- (en) Cet article est partiellement ou en totalité issu de l’article de Wikipédia en anglais intitulé « [Collective punishment](#) » ([voir la liste des auteurs](#)).
- ↑ *Black's Law Dictionary*, St. Paul, MN, Thomson West, 2007, 8th éd. ([ISBN 978-0314151995](#)), p. 280 :

« Collective punishment was outlawed in 1949 by the Geneva Convention. »
- ↑ Cornelia Klocker, *Collective Punishment and Human Rights Law: Addressing Gaps in International Law*, Routledge

3. ↑ « Convention (II) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe: Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. La Haye, 29 juillet 1899. Annexe à la convention : Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. #Section III.- De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi. - Règlement : Art. 50. [archive] », sur ihl-databases.icrc.org.
4. ↑ « Convention (II) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe: Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. La Haye, 29 juillet 1899. Annexe à la convention : Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. #Section III.- De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi. - Règlement : Art. 53. [archive] », sur ihl-databases.icrc.org.
5. ↑ Benvenisti Eyal, *The International Law of Occupation*, Oxford University Press, 2012, p. 584
6. ↑ ^{a et b} Larry Catá Backer, « The Führer Principle of International Law: Individual Responsibility and Collective Punishment », dans *Penn State International Law Review*
7. ↑ « Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949. Définition des personnes protégées [archive] », sur ihl-databases.icrc.org.
8. ↑ « Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949. Responsabilité individuelle. Peines collectives. Pillage. Représailles [archive] », sur ihl-databases.icrc.org.
9. ↑ <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/38361> [archive]
10. ↑ Osvaldo Cavallar et Julius Kirshner, *Jurists and Jurisprudence in Medieval Italy*, 2020, p. 584
11. ↑ ^{a b et c} <https://plato.stanford.edu/entries/collective-responsibility/#5> [archive] Collective Responsibility. At Stanford Encyclopedia of Philosophy. First published Mon August 8, 2005; substantive revision Mon June 14, 2010
12. ↑ ^{a et b} *Ancient Law, Ancient Society*, University of Michigan Press, 2017, p. 3
13. ↑ ^{a b c et d} *Ancient Law, Ancient Society*, University of Michigan Press, 2017, p. 12
14. ↑ (zh) 明實錄：明世宗實錄 [« Veritable Records of the Ming: Veritable Records of Shizong of Ming »], vol. 267, Ctext, 1620s ([lire en ligne](#) [archive])
15. ↑ Robert Loeffel, *Family Punishment in Nazi Germany: Sippenhaft, Terror and Myth*, Palgrave Macmillan, 2012
16. ↑ George Molyneux, *The Formation of the English Kingdom in the Tenth Century*, Oxford University Press, 2015, 195–96 p.
17. ↑ ^{a et b} W. R. Connor, « The Razing of the House in Greek Society », *Transactions of the American Philological Association*, vol. 115, 1985, p. 79–102 (DOI 10.2307/284191, JSTOR 284191)
18. ↑ « Alamarin v. IDF Commander in the Gaza Strip [archive] », HCJ, 1992, p. 693.
19. ↑ Andrea Dworkin, *Scapegoat: The Jews, Israel and Womens' Liberation*, Simon and Schuster, 2000 (ISBN 9780743210546, [lire en ligne](#) [archive]), p. 53
20. ↑ Julie Peteet, *Space and Mobility in Palestine*, Indiana University Press, 2000 (ISBN 9780253025111, [lire en ligne](#) [archive]), p. 131
21. ↑ S. Mushtaq, *Minorities and Populism: Critical Perspectives from South Asia and Europe*, Springer, 2020 (ISBN 9783030340988, [lire en ligne](#) [archive]), p. 280
22. ↑ Sherman, William T., *Memoirs of General W.T. Sherman*, 2nd ed., D. Appleton & Co., 1913 (1889), Chapter XXI. Reprinted by the [Library of America](#), 1990, (ISBN 0-940450-65-8).
23. ↑ "The laws of war as to conquered territory" by William Miller Collier, New York Times, November 29, 1914, p. SM6
24. ↑ Charles W. Anderson, « [The Suppression of the Great Revolt and the Destruction of Everyday Life in Palestine](#) [archive] », *Jerusalem Quarterly*, automne 2019, n° 79.
25. ↑ « Jozef & Wiktoria Ulma – The Righteous Among The Nations – Yad Vashem [archive] » (consulté le 21 janvier 2016)
26. ↑ « Vasiuta Wegrzynowska and her children – Righteous Among the Nations [archive] » (consulté le 21 janvier 2016)
27. ↑ « Malgorzata Wolska and her children – Righteous Among the Nations [archive] » (consulté le 21 janvier 2016)
28. ↑ « Info » [archive du 3 mars 2016], sur citinet.net (consulté le 6 septembre 2026).
29. ↑ (en) « 19th June 1943 : The Nazi abuse of the Polish people continues », sur ww2today.com via [Internet Archive](#) (consulté le 6 septembre 2026).

30. ↑ (en) « [Project InPosterum : Forgotten Survivors. Polish Christians Remember The Nazi Occupation](#) » [archive] », sur *Protumjernice*, 26 septembre 2020 (consulté le 6 septembre 2026).
31. ↑ Marek Jan Chodakiewicz, *Between Nazis and Soviets: Occupation Politics in Poland, 1939–1947*, Lexington Books, 2004, 92, 105, 118, and 325 ([ISBN 0-7391-0484-5](#), [lire en ligne](#) [archive])
32. ↑ Piotrowski, Tadeusz (2005). "Poland WWII Casualties". Table 1 (Project InPosterum). Retrieved July 22, 2013.
"Poland's WWII population losses (in millions). Description. Jewish: 3.1. Ethnic Poles: 2.0. Other minorities: 0.5. Total: 5.6 million."
33. ↑ « [Oradour-sur-Glane](#) », dans *Encyclopædia Britannica* ([lire en ligne](#) [archive]) (consulté le 21 janvier 2016)
34. ↑ Clifford J. Levy, « [Italian Town, Lost in History, Now Fears Memories of Nazis](#) », *The New York Times*, 18 avril 2004 ([lire en ligne](#) [archive], consulté le 18 décembre 2017)
35. ↑ (en) « [Massacres and Atrocities of WWII in the Axis Countries](#) » , sur *iinet.net.au* via *Internet Archive* (consulté le 6 septembre 2026).
36. ↑ Ulf Brunnbauer, Michael G. Esch, Holm Sundhaussen, *Definitionsmacht, Utopie, Vergeltung*, p. 91
37. ↑ [The Expulsion of 'German' Communities from Eastern Europe at the end of the Second World War](#) [archive]
« <https://web.archive.org/web/20091001022039/http://cadmus.iue.it/dspace/bitstream/1814/2599/1/HEC04-01.pdf> » (Archive.org • Wikiwix • Que faire ?), 1^{er} octobre 2009, Steffen Prauser and Arfon Rees, European University Institute, Florence. HEC No. 2004/1. p. 6
38. ↑ Zybur, p. 202
39. ↑ [The Expulsion of 'German' Communities from Eastern Europe at the end of the Second World War](#) [archive]
« <https://web.archive.org/web/20091001022039/http://cadmus.iue.it/dspace/bitstream/1814/2599/1/HEC04-01.pdf> » (Archive.org • Wikiwix • Que faire ?), 1^{er} octobre 2009, Steffen Prauser and Arfon Rees, European University Institute, Florence. HEC No. 2004/1. p. 5
40. ↑ Ulf Brunnbauer, Michael G. Esch, Holm Sundhaussen, *Definitionsmacht, Utopie, Vergeltung*, p. 92
41. ↑ Karl Cordell, Andrzej Antoszewski, *Poland and the European Union*, 2000, p. 166, ([ISBN 0-415-23885-4](#)), ([ISBN 978-0-415-23885-4](#)) ' (Situation in Poland) "Almost all Germans were held personally responsible for the policies of the Nazi party"
42. ↑ Arie Marcelo Kacowicz, Pawel Lutomski, *Population resettlement in international conflicts: a comparative study*, Lexington Books, 2007, pp.101–02. ([ISBN 0-7391-1607-X](#))
43. ↑ ^a et ^b [Francis R. Nicosia](#) (en), Jonathan Huener "Business and industry in Nazi Germany", p.130,131
44. ↑ « [Remembering Stalin's deportations](#) », *BBC News – Europe*, 23 février 2004 ([lire en ligne](#) [archive], consulté le 21 janvier 2016)
45. ↑ [Deportation of Crimean Tatars by Stalin](#) [archive]
« <https://web.archive.org/web/20091015035819/http://www.euronet.nl/users/sota/statshist.html> » (Archive.org • Wikiwix • Que faire ?), 15 octobre 2009
46. ↑ « [The Scale and Nature of German and Soviet Repression and Mass Killings, 1930–45](#) » [archive] »
47. ↑ Philip Boobbyer, *The Stalin Era*, Psychology Press, 2000 ([ISBN 978-0-415-18298-0](#), [lire en ligne](#) [archive]), p. 130
48. ↑ Tadeusz Piotrowski (1998), *Poland's Holocaust*, ([ISBN 0-7864-0371-3](#)), p. 14
49. ↑ [Soviet Mass Deportations from Latvia](#) [archive]
« <https://web.archive.org/web/20070709020049/http://www.am.gov.lv/en/latvia/History-of-Occupation/briefing-paper4/> » (Archive.org • Wikiwix • Que faire ?), 9 juillet 2007
50. ↑ [The Baltic States](#) [archive]
« <https://web.archive.org/web/20090420175950/http://www.ahtg.net/TpA/baltstat.html> » (Archive.org • Wikiwix • Que faire ?), 20 avril 2009
51. ↑ « [Taig](#) » [archive du 1^{er} mars 2001] (consulté le 21 janvier 2016)
52. ↑ « [Embassy of the Republic of Azerbaijan in Romania](#) » [archive] »
53. ↑ "British to step up Malaya campaign; 1951 plans include 'collective punishment' for aiding Reds, rewards and more troops", *The New York Times*, December 17, 1950, p. 12

54. ↑ « Labor's censure over Kenya fails », *The New York Times*,‎ December 17, 1952, p. 16
55. ↑ « "Britain punishes Cypriote balking in informer role" », *The New York Times*,‎ March 17, 1956, p. 1
56. ↑ « Marikana murder charges: South Africa minister wants explanation », *BBC*,‎ 31 août 2012 (lire en ligne [archive], consulté le 31 août 2012)
57. ↑ « "Escapee Tells of Horrors in North Korean Prison Camp" , Washington Post,‎ December 11, 2008 », *The Washington Post*,‎ 11 décembre 2008 (lire en ligne [archive], consulté le 23 août 2010)
58. ↑ « UN condemns 'war crimes' in Gaza », *BBC News*,‎ 16 septembre 2009 (lire en ligne [archive])
59. ↑ « ICRC says Israel's Gaza blockade breaks law », *BBC News*,‎ 14 juin 2010 (lire en ligne [archive])
60. ↑ « US Congress freeze on \$200m Palestinian aid criticised », *BBC News*,‎ 4 octobre 2011 (lire en ligne [archive])
61. ↑ Declan Walsh, « Demolished by the Pakistan army: the frontier village punished for harboring the Taliban », *The Guardian*,‎ London,‎ 20 mai 2008 (lire en ligne [archive], consulté le 30 juin 2008)
62. ↑ « In pictures: Pakistan's most feared militant », *BBC News (news.bbc.co.uk)*,‎ 27 mai 2008 (lire en ligne [archive], consulté le 30 juin 2008)
63. ↑ « Syria army destroys houses in 'collective punishment' », *Reuters*,‎ 3 septembre 2012 (lire en ligne [archive])
64. ↑ accessdate=2012-09-26 [archive]
65. ↑ Reuters [archive]
66. ↑ « Syria: Government Attacking Bread Lines », *Huffington Post*,‎ 30 août 2012 (lire en ligne [archive])
67. ↑ « Syrian fighters in Aleppo form 'Revolutionary Transitional Council' » [archive du 6 septembre 2012], sur *english.alarabiya.net* (consulté le 18 décembre 2017)
68. ↑ **[**vidéo] « Idlib town suffers heavy bombing » [archive du 21 décembre 2021], 12 septembre 2012 (consulté le 21 janvier 2016)

Annexes [modifier | modifier le code]

Articles connexes [modifier | modifier le code]

- Responsabilité collective
- Représailles
- Akân (Bible)
- Achor (en)
- Décimation (Rome antique)
- Membres de la famille des traîtres à la mère Patrie (en)
- Terrorisme
- Crime de guerre

Liens externes [modifier | modifier le code]

Sur les autres projets Wikimedia :
Châtiment collectif, sur Wikimedia Commons

Portail de l’histoire

Portail du droit

Portail des droits de l’homme

v **·** m

Droit international pénal

[masquer]

Sources du droit international pénal

Droit international coutumier **·** *Jus cogens* **·** Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868 **·** Conférences de La Haye (1^{re} et 2^{de}) **·** Conventions de La Haye de 1899 et 1907 **·** Déclaration de la Triple-Entente de 1915 **·** Conventions de Genève **·** Droit international humanitaire **·** Charte de Nuremberg **·** Principes de Nuremberg



Crimes en droit international pénal et droit pénal international

(Responsabilité du commandement · Obéissance aux ordres) · Charte des Nations unies · Convention contre le génocide · Convention contre la torture · Statut de Rome (Amendements · États parties)

Crime contre la paix · Crime d'agression · Crime d'apartheid · Crime de génocide (intention · incitation) · Crime de guerre · Crime contre l'humanité · Attaque sans discrimination · **Châtiment collectif** · Déportation · Disparition forcée · Recrutement d'enfants soldats ou auxiliaires des armées · Esclavage et Esclavage sexuel · Grossesse forcée · Migration forcée · Perfidie (crime de guerre) · Piraterie · Prise d'otage · Prostitution forcée · Stérilisation contrainte · Terrorisme · Torture · Transfert de population · Violences sexuelles en temps de guerre · Viol de guerre · Viol en tant qu'arme de génocide

Post-Seconde Guerre mondiale

Procès de Nuremberg · Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient

Tribunaux *ad hoc*

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie · Tribunal pénal international pour le Rwanda · Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux · Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine

Tribunaux internationaux et internationalisés

Tribunal spécial pour la Sierra Leone · Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens · Tribunal spécial pour le Timor oriental · Tribunal spécial pour le Liban · Chambres africaines extraordinaires · **Chambres spéciales du Kosovo (en)** · **Cour pénale spéciale de la République centrafricaine**

Juridictions mixtes

Juridiction permanente

Cour pénale internationale

Procès devant des juridictions nationales (compétence classique ou compétence universelle)

Adolf Eichmann · Klaus Barbie · Maurice Papon · Augusto Pinochet · Pascal Simbikangwa · Hissène Habré · Simone Gbagbo · Procès de Coblence (Anwar Raslan · Eyad al-Gharib) · Hamid Nouri

Catégories : [Châtiment collectif](#) | [Collectivisme](#) | [Crime de guerre par type](#) [+]